



Edito

UN PRINTEMPS "PRESQUE" NORMAL

Le coup politique du déconfinement n'a pas tardé à porter ses fruits pour l'exécutif qui a organisé ses sorties médiatiques. Ce mercredi 19 mai, jour de "libération", il ne manquait plus qu'une remontée des Champs Elysées, d'une parade grotesque pour parfaire la comédie théâtrale ambiante. Un moment étatique pour montrer que ce qui a été mis en place depuis plus d'un an a fonctionné parfaitement. Du nombrilisme à l'autosatisfaction pour une période qui ne nous fera pas oublier les énormes carences et difficultés que nous avons connues, qui ne nous fera pas taire ni renoncer à revendiquer.

Certes nous avons un peu plus de liberté mais nous revenons de loin. Rappelons-nous que nous sommes toujours sous état d'urgence sanitaire, terroriste, toujours sous les lois sécuritaires, toujours sous un régime de restrictions budgétaires et d'économies à grande échelle. Que dire des comptes publics qui seront un formidable prétexte pour nous faire payer la crise économique, ainsi que des comptes de la Sécurité Sociale privés de recettes par des mois et des mois de chômage partiel ? Attendons-nous à certaines mesures pour privatiser encore plus les activités dans nos hôpitaux publics, pour fermer des lits ou des structures, pour augmenter le temps de travail, baisser encore plus les salaires, pour donner au privé la gestion des services publics et casser toutes les garanties collectives dans n'importe quel travail.

La crise de 2008 avait révélé l'importance de notre système social, de notre organisation sociétale comme amortisseurs pour beaucoup d'entre nous. Pas sûr que ce soit le cas actuellement. De plus en plus de licenciements, de plus en plus de chômeurs qui basculent dans les minima sociaux, de plus en plus de travailleurs pauvres qui renoncent aux soins ou qui ne peuvent plus subvenir à leurs besoins. La réforme de l'assurance chômage va faire empirer des situations déjà catastrophiques et plonger près d'un million et demi d'allocataires dans la précarité durable. Il est inadmissible d'entendre dire qu'un exclu du travail doit retourner au boulot coûte que coûte, qu'un chômeur touche plus à rester chez lui qu'en travaillant, qu'ils sont assistés et qu'ils ont droit à tout, c'est le même discours pour les étrangers avec ou sans papiers. Ils sont surtout une excellente armée de réserve pour le patronat et un argument politique d'opposition et de stigmatisation pour certains partis.

Il faut pourvoir les métiers dits "sous tension" ! Ce ne sont pas les métiers mais les salaires et les conditions de travail, les conditions de vie qui sont extrêmement tendus. Il faut que l'économie tourne, que le capital grossisse, que les bénéfices tombent en masse à n'importe quelles conditions.

Plutôt que d'avoir des politiques

.../...

Sommaire :

Edito - Un printemps "presque" normal	P. 1 & 2
Les mercredis de la Commune	P. 2
Stylo "La CGT du Cher" en vente à l'UD	P. 2
Prises de parole - 1er Mai	P. 3 à 6
Prise de parole - 17 Mai	P. 7 & 8
Prise de parole FAPT - 18 Mai	P. 9
Finances Publiques - 10 Mai	P. 10
INDECOSA-CGT - Info pratique	P. 11
Pub MACIF	P. 12



AGENDA

FORMATION SYNDICALE UD Programme 2ème Semestre 2021

- Niveau 2 - 1ère Partie : 11 au 15 Octobre
- Communication : 11 au 15 Octobre
- CHS-CT : 15 au 19 Novembre
- CSE Prise de Mandat : 22 au 26 Novembre

*Pensez à déposer vos congés éducation
un mois avant le stage
et informez l'UD de votre participation.*

sociales dignes de notre temps, ce gouvernement réactionnaire, comme les précédents, s'attaque encore plus fort aux droits les plus élémentaires dont nous avons tous besoin pour vivre. Répondre à une certaine classe est beaucoup plus aisé que d'instaurer une politique pour le plus grand nombre. Pas surpris que le monde d'après soit certainement pire que celui d'avant car les mêmes sont toujours là et de plus en plus gourmands. Ils veulent être rassasiés, il faut les affamer.

Preuve en est qu'ils n'en n'ont jamais assez, par l'obtention des puissantes fédérations patronales du secteur du tourisme de la prise en charge, par l'assurance maladie, des tests pour les touristes étrangers qui repartiront de France. Notre salaire socialisé va servir l'unique cause des grands groupes qui détiennent des monopoles monstrueux et qui brassent des volumes d'argent très conséquents. Les mêmes, qui emploient des travailleurs migrants, qui emploient des sans papiers, qui exploitent, par exemple les femmes de ménages de l'Ibis de Batignolles qui, après vingt deux mois de luttes dont huit de grèves, ont fait plier le groupe Accor, vont taper sur les salaires, vont frauder sur les cotisations, ne vont pas régulariser. La même classe bourgeoise, qui n'accepte pas la solidarité de l'Aide Médicale d'Etat qui est donnée aux étrangers, se réjouit d'en accueillir d'autres à des fins commerciales. Certains peuvent travailler sans droits et d'autres ont les droits et les dispositions pour consommer. Nous n'avons pas de masque, pas de test pour travailler, ils ont des tests dits "gratuits" pour voyager. La gratuité est un mensonge ignoble et inconcevable, c'est une supercherie intellectuelle insoutenable.

La propagande gouvernementale et patronale fait fi des difficultés qu'ont les travailleurs à gagner un salaire pour financer la Sécu. Plus de chômage, plus de précarité et c'est la solidarité qui est compromise. Cette solidarité n'a pas à financer des activités privées, elle doit rester le bien commun et l'intérêt général.

Bon courage, mes Camarades !

Sébastien Martineau
Secrétaire Général



LES MERCREDIS DE LA COMMUNE



Conférences organisées par :

- Les Amies et Amis du Berry de la Commune de Paris 1871
- Le Collectif 18 de l'Institut d'Histoire Sociale CGT Centre Val-de-Loire

et animées par :

- Michel PINGLAULT



Maison des Syndicats
5, Boulevard Clemenceau
à BOURGES

Mercredi 2 Juin à 18 heures

Les Communards du Cher, avec Jean-Pierre Gilbert

Mercredi 9 Juin à 18 heures

Edouard Vaillant : tête pensante de la Commune, avec Jean-Marie Favière

Mercredi 16 Juin à 18 heures

Culture et cinéma, la Commune et les arts, avec Jean-Marie Favière

Mercredi 23 Juin à 18 heures

Les femmes de la Commune

Mercredi 30 Juin à 18 heures

Actualités de la Commune, résonances internationales



L'UD-CGT du Cher vient d'acheter des stylos de couleur noire avec son logo "La CGT du Cher" en écriture blanche et les met en vente au prix unitaire de 1,50 €

Adressez-vous à l'accueil !



PRISE DE PAROLE 1er MAI 2021

par Nicolas LEPAIN - Membre du Bureau de l'UD

Cher(e)s Camarades, Cher(e)s Ami(e)s,

Nous nous retrouvons en cette année 2021 à l'occasion de ce 1^{er} Mai, dans des conditions presque normales, malgré les obstacles à la circulation et le port du masque.

L'an passé compte tenu du confinement, de la peur face à la pandémie et de l'interdiction des manifestations notre 1^{er} mai avait été spécial. Pour autant notre Union Départementale, comme nos Unions Locales et nombre de nos camarades avaient organisé des initiatives. Nous tenons au nom de notre Union Départementale à les en remercier chaleureusement.

Un 1^{er} Mai, ce n'est pas un moment comme les autres dans le calendrier revendicatif. Qui plus est en ce moment. Les conditions sanitaires, la situation économique et surtout sociale engendrent une crise, qui est la même dans tous les pays du monde.

Les travailleurs du monde entier sont les premiers touchés. Les premiers à succomber aux mesures dictées par le capital et mises en place par les chefs d'Etat et de gouvernements. Les premiers à payer la facture de la mondialisation, la facture des coupes budgétaires et du sous-investissement dans les services publics de santé. Quand ce n'est pas l'absence de services publics tout court. La facture aussi, de la dictature impérialiste et colonialiste occidentale, qui asservit et met en concurrence nombre de nos semblables.

Notre 1^{er} Mai, cher à nos cœurs, a une genèse particulière.

En 1884, au cours du 4^{ème} congrès de la Fédération Américaine du Travail, les principaux syndicats ouvriers des États-Unis d'Amérique s'étaient donné deux ans pour imposer au patronat une limitation de la journée de travail à huit heures. Ils avaient choisi de débiter leur action un 1er mai.

Le 1er mai 1886, la pression syndicale permet à environ 200.000 travailleurs états-uniens d'obtenir la journée de huit heures.

Ce 1er mai 1886, beaucoup de travailleurs avaient obtenu immédiatement satisfaction de leur employeur. Mais d'autres, moins chanceux, au nombre d'environ 340.000, doivent faire grève pour forcer leur employeur à céder.

Le 3 mai, au cours d'une manifestation, l'intervention de la police fit trois morts parmi les grévistes de la société McCormick Harvester, basée à Chicago. Le lendemain, une marche de protestation a eu lieu. Dans la soirée, tandis que la manifestation se dispersait à Haymarket Square, il ne restait là que 200 manifestants face à autant de policiers. C'est alors qu'une bombe explosa devant les forces de l'ordre. Elle fit une quinzaine de morts dans les rangs de la police.

Suite à cela, trois syndicalistes anarchistes furent jugés et condamnés à la prison à perpétuité. Cinq autres furent pendus le 11 novembre 1886 malgré des preuves incertaines. Dans sa plaidoirie, le procureur dira aux jurés de ne pas condamner les syndicalistes pour une quelconque culpabilité, car il n'en existe aucune preuve, mais pour l'exemple.

Trois ans après le drame de Chicago, la 2^{ème} Internationale socialiste est réunie à Paris pour son deuxième congrès. Les congressistes se donnèrent pour objectif : la journée de huit heures, soit 48 heures de travail hebdomadaire (seul le dimanche étant chômé à l'époque). Jusque-là, il est habituel de travailler dix, douze, voire quinze heures par jour.

En France, dès 1890, les manifestants du 1er mai ont pris l'habitude de défiler en portant à la boutonnière un triangle rouge. Celui-ci symbolise la division de la journée en trois parties égales : 8 heures de travail, 8 heures de sommeil, 8 heures de loisirs.

Le 1er mai 1891, à Fourmies, une petite ville du nord de la France, la manifestation tourne au drame. La troupe équipée des nouveaux fusils Lebel et Chassepot tira à bout portant sur la foule pacifique des ouvriers. Elle fit dix morts, dont 8 ont moins de 21 ans. L'une des victimes, l'ouvrière Marie Blondeau, habillée de blanc, les bras chargés de fleurs, devient le symbole de cette journée.

Avec le drame de Fourmies, le 1er mai s'enracine dans la tradition des luttes ouvrières européennes.

Le 23 avril 1919, le Sénat français ratifie la journée de huit heures et fait du 1er mai suivant, à titre exceptionnel, une journée chômée.

Les manifestations du 1er mai 1936 prennent une résonance particulière, car elles surviennent deux

jours avant le deuxième tour des élections législatives, qui verront la victoire du Front Populaire et porteront à la tête du gouvernement français le leader socialiste Léon Blum.

En 1941, pendant l'occupation allemande, sous la férule du maréchal Pétain et des maîtres des forges, le 1er mai devient officiellement la « Fête du Travail et de la Concorde sociale », il devient chômé. Cette mesure est destinée à rallier les ouvriers au régime de Vichy. Son initiative revient à René Belin, un ancien dirigeant de l'aile réformiste de la CGT (Confédération Générale du Travail), devenu secrétaire d'État au Travail dans le gouvernement du maréchal Pétain.

En avril 1947, le gouvernement issu de la Libération reprend cette mesure, qui fait du 1er mai un jour férié et payé, donnant un statut particulier à ce jour.

Depuis la création de la CGT en 1895 et par la volonté des travailleurs eux-mêmes, pour l'intérêt général, nous portons des revendications, nous mettons en œuvre des actions par la grève et des mobilisations. Notre but : obtenir des conquêtes sociales et les défendre. Nous avons arraché des droits et même si les gouvernements successifs nous en retirent, il en reste encore.

Désormais, il faut reconquérir nos droits perdus et en arracher de nouveaux.

Trop souvent, de par le monde, de trop nombreux prolétaires souffrent dans un état de survie indigne du 21^{ème} siècle. Peu ou pas de droits, travail infantile, la soumission et esclavage, impossibilité d'accéder aux produits de première nécessité, voilà le lot quotidien de milliards de travailleurs et de leurs familles.

Nous devons saluer le mouvement des travailleurs et des agriculteurs en Inde pour leurs mobilisations et leur ténacité contre les multinationales de l'agroalimentaire et le gouvernement de Narendra Modi qui veulent un monopole dérégulé de la production de biens élémentaires. Nous sommes solidaires de leurs luttes.

Nous devons également apporter tout notre soutien aux travailleurs et au peuple cubain victime d'un embargo et de mesures criminelles de la part des USA, qui durent et perdurent. Car ce n'est pas l'élection de Joseph Biden qui changera la donne, ce dernier ayant choisi de suivre son prédécesseur à la Maison Blanche, en durcissant les sanctions dès son investiture.

Que dire du coup d'état au Venezuela ou des manœuvres de déstabilisation commises en Bolivie et toujours orchestrées par l'administration US, soute-

nues très largement par l'Union Européenne, avec la complicité du gouvernement français ?

Nous n'oublierons pas le peuple de Palestine victime d'une colonisation sauvage de la part d'Israël, soutenu par l'administration Biden. Tous les jours ils meurent. Tous les jours leur terre leur est volée.

L'ingérence dans les démocraties qui ne conviennent pas au capital est inacceptable et intolérable.

Des pays, dont la politique est axée sur le progrès social, l'amélioration des conditions de vie, le développement des services publics, la réappropriation des moyens de production et qui tiennent tête à la doctrine capitaliste en écoutant les revendications des peuples, ceux-là ne sont pas les bienvenus dans la caste de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Nous devons les soutenir. Chez nous et partout dans le monde, ce sont ces politiques qu'il faut mettre en œuvre en imposant nos choix au capital et aux partis politiques.

L'histoire doit nous servir d'exemple et d'aiguillon.

Dans notre pays, les idées réactionnaires, les volontés de casse sociale et d'accompagnement du capitalisme, sous toutes ses formes, perdurent depuis presque 40 ans et se reflètent dans les politiques menées.

Nous devons casser cette spirale décadente et reconstruire un modèle social digne du 21^{ème} siècle !

C'est nécessaire et indispensable, nous en avons besoin et les générations futures encore plus.

Il ne s'agit pas de simplement de s'appuyer sur l'existant, mais bien de penser collectivement le monde de demain, à court, moyen et long terme. Nous ne partons pas de rien ! A partir du programme du Conseil National de la Résistance, en rien démodé, en l'adaptant à l'actualité et à nos revendications pour l'avenir.

Dans cette logique, sortons du seul combat "Contre", et passons au combat révolutionnaire "Pour" !

Nous nous opposons évidemment aux mesures de régression sociale, mais ça ne suffit pas pour faire un programme, mobiliser en masse et convaincre.

Le seul combat "Contre", incarne trop souvent l'acceptation du moins pire et au mieux le maintien d'un statu quo insatisfaisant.

Quant au combat "Pour", il est l'incarnation du possible, de l'espoir et à court terme de l'immédiatement réalisable. Ça paraît utopique, mais là encore, le passé donne raison aux esprits avant-gardistes et à leur capacité de fédérer pour avancer. Nous avons

besoin de façonner nos ambitions, sans nous demander si le capital acceptera, puisqu'il faut nécessairement s'en débarrasser pour être libre.

Le carcan de la propriété capitaliste doit tomber ! La soumission au Parlement et à la Commission Européenne, dans le cadre de la construction d'une Europe fédérale, doit cesser ! Elle ne sert qu'à imposer la régression et la dictature de l'argent des possédants, et de la bourgeoisie. Il faut convaincre que ce modèle d'organisation sans foi ni loi, exclusivement construit sur la concurrence libre et non faussée est mortifère pour les peuples et provoque la misère et une détresse collective. Un modèle de coopération d'égal à égal, dans l'intérêt général commun permettra l'égalité entre les individus et la satisfaction des besoins.

Notre revendication de baisse du temps de travail tout au long de la vie prend tout son sens aujourd'hui, comme l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux. Nous devons nous battre pour une Sécurité Sociale à 100% financée par le salaire socialisé et les cotisations. Nous devons mettre à bas la réforme de l'assurance chômage. Réforme qui va précariser durablement les privés de tra-

vail et les précaires. Face à cela, il nous faut des droits attachés à la personne.

Pour tout cela, un changement de société débarrassée du système capitaliste est l'unique solution.

Enfin, nous nous félicitons du score réalisé lors des élections dans les Très Petites Entreprises et nous remercions tous les camarades qui ont œuvré à cette réussite.

Saluons, aujourd'hui, nos nouveaux camarades du syndicat de la culture et de l'événementiel, présents parmi nous. Par l'occupation du théâtre Jacques Cœur, ces camarades, nos camarades, ne luttent pas que pour eux, mais aussi pour que vive une culture que nous, prolétaires, avons perdue, une culture de classe, une conscience de la dignité humaine qui nous a toujours inspirés dans nos luttes pour le progrès. Saluons également les étudiants de l'École Nationale Supérieure d'Art qui occupent leur établissement depuis mercredi.

Avant de partir en manifestation, n'oublions pas que toute utopie est une future réalisation et tout est impossible jusqu'à ce qu'on le fasse.

Merci.



PRISE DE PAROLE 1er Mai 2021

par Cathy BRANCOURT - Secrétaire Générale de l'UL de Bourges

Ambroise Croizat, qui connaît encore ce nom ? Ce patronyme a peu à peu disparu de notre histoire sociale. Et ce n'est pas le moindre des mérites du documentaire, baptisée *la Sociale*, qui redonne vie à ce personnage, militant historique, du Parti communiste et de la CGT, et qui a eu un rôle essentiel, dans la création de la Sécurité Sociale en 1945.

L'histoire est injuste. Lorsque l'on parle de la naissance de la Sécu, on évoque aussitôt le Général de Gaulle, et Pierre Laroque, haut fonctionnaire, qui mit en forme l'architecture, de notre système de couverture maladie. Un peu partout, comme au ministère de la Santé, il y a des salles Laroque, des séminaires et autres conférences à son nom. Mais pour Ambroise Croizat, c'est le trou noir. Et même à l'École nationale supérieure de la Sécurité Sociale, qui forme les futurs dirigeants, rares sont ceux qui le connaissent.

Et pourtant, quelle belle histoire ! **«Vivre sans l'angoisse du lendemain, de la maladie ou de l'accident de travail, en cotisant selon ses moyens et en recevant selon ses besoins.»** Telle fut la devise d'Ambroise Croizat, ministre du Travail de 1945 à 1947, établissant ainsi les principes qui allaient forger la Sécu.

En février 1943, il est nommé par la CGT clandestine, à la commission consultative du Comité Français de Libération Nationale, dirigé par le Général de Gaulle. Il y exerce la présidence de la Commission du Travail. Là, entre résistants, mûrissent les rêves du Conseil National de la Résistance et les inventions sociales de la Libération. La Sécurité Sociale, bien sûr, dont le postulat colore le programme du CNR du 15 mars 1944: **«Nous, combattants de l'ombre, exigeons la mise en place d'un plan complet de Sécurité Sociale, visant à assurer à tous les citoyens**

des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion par les intéressés et l'État».

Un immense chantier commence le 13 novembre 1945, quand Ambroise Croizat est nommé au Ministère du Travail. 138 caisses de Sécurité Sociale sont édifiées en six mois, sous sa maîtrise d'œuvre et gérées par un peuple anonyme, après le travail ou sur le temps des congés, *«pour en terminer, selon les mots du ministre, avec l'indignité des vies et les souffrances de l'enfance»*. La loi de généralisation de la Sécurité Sociale est adoptée le 22 mai 1946.

Mais là, ne s'arrête pas l'héritage de celui que l'on appelle déjà le «Ministre des travailleurs». Il laisse à l'agenda du siècle, ses plus belles conquêtes : la généralisation des retraites, un système de prestations familiales unique au monde, les comités d'entreprise, la formation professionnelle, la médecine du travail, le statut des mineurs, des électriciens et gaziers, avec Marcel Paul, ministre communiste de l'industrie, la prévention dans l'entreprise et la reconnaissance des maladies professionnelles, de multiples ajouts de dignité au Code du Travail, la caisse d'intempéries du bâtiment, la loi sur les heures supplémentaires, etc...

En 1950, malade, ses derniers mots à l'Assemblée nationale sont encore pour la Sécurité Sociale : ***«Jamais nous ne tolérerons que soit mis en péril un seul des avantages de la Sécurité Sociale. Nous défendrons à en mourir et avec la dernière énergie cette loi humaine et de progrès»***.

Un cri pour que la Sécurité Sociale ne soit pas une coquille vide livrée au privé, mais reste ce qu'il a toujours voulu qu'elle soit : un lieu de solidarité, un rempart contre le rejet, la souffrance et l'exclusion.

Ambroise Croizat meurt à Paris le 10 février 1951.

Ils étaient un million pour l'accompagner au Père Lachaise : le peuple de France, «celui qu'il avait aimé et à qui il avait donné le goût de la dignité» écrivait Jean-Pierre Chabrol.

La Sécurité Sociale est tout de suite combattue par le patronat et une partie de la droite.

Les résultats des premières élections au conseil d'administration des caisses de Sécurité Sociale et d'Allocations familiales qui ont eu lieu le 24 avril 1947, n'arrêtent pas les attaques réactionnaires qui prétendent que le système est trop coûteux pour les entreprises.

Les assureurs privés ne reculent devant aucune argumentation !!

Défendue par les salariés, la Sécurité Sociale résiste mais les coups des différents gouvernements que ce soit de droite ou de gauche amputent le système.

Aujourd'hui, ces multiples attaques ont considérablement réduits les intentions du Conseil National de la Résistance.

Plus que jamais nous devons réagir, et nous réapproprier la Sécurité Sociale d'Ambroise Croizat, pour lui, pour nous, pour les générations futures.

A Bourges, aucun boulevard, aucune rue, aucune place ne portaient son nom. L'Union Locale de Bourges a voulu lui rendre hommage, en demandant à la mairie qu'une place soit baptisée en son nom.

Monsieur Ambroise Croizat aura sa place, celle qui se trouve derrière vous.

L'inauguration de la Place Ambroise CROIZAT aura lieu le 4 octobre.

Les différentes modalités vous seront transmises ultérieurement.

Je finirais par une de ces citations :

« La Sécurité Sociale est la seule création de richesse sans capital. La seule qui ne va pas dans la poche des actionnaires mais est directement investie pour le bien-être de nos citoyens. Faire appel au budget des contribuables pour la financer serait abandonner l'efficacité de la politique sociale à des considérations purement financières. Ce que nous refusons ».

Ambroise Croizat - 1946

Je vous remercie de votre attention, bonne fin de manif !!!

Suite au conflit qui oppose l'Etat israélien au peuple palestinien dans la bande de Gaza

Nous sommes réunis aujourd'hui pour soutenir nos camarades syndicalistes palestiniens, leurs familles, les habitants des territoires occupés en Palestine ainsi que toutes les personnes de confession musulmane agressées, dans de nombreuses villes en Israël.

Nous ne ferons pas, ici, l'amalgame entre le peuple israélien et l'activisme étatique, entre réactionnaires juifs religieux et pacifistes d'autres religions ou athées, entre vengeances et intolérances. Nous ne ferons pas le procès de la religion juive contre la religion musulmane ou autre, comme les médias bien pensants de la classe capitaliste, le vendent à qui veut bien l'entendre. Le peuple Israélien est hétéroclite, multi-culturel et multi-religieux, et c'est une chance pour eux comme pour nous.

Depuis des jours, les forces armées du gouvernement ultra réactionnaire de Netanyahu, ainsi que ses milices nationalistes s'acharnent, encore une fois contre un peuple, qui ne demande qu'à vivre libre et que leurs territoires soient reconnus comme le dit la résolution 242 des Nations Unies de 1967. Jamais cette résolution n'a été appliquée, et pire encore, elle est systématiquement contestée et attaquée. L'Etat israélien tente de généraliser la répression en matant une manifestation de soutien aux opprimés en Cisjordanie, qui a fait dix morts.

Depuis des jours, les armes et les larmes pleuvent sur la bande de Gaza. Des attaques en nombre pour faire taire la souffrance de milliers de personnes prisonnières de leurs conditions d'occupation et d'internement, de déportation, dans une prison à ciel ouvert. Depuis des dizaines d'années des enfants naissent et meurent dans des camps de concentration.

N'en déplaise à certains responsables de religion juive intégriste, c'est bien de ça qu'il s'agit. Le débat est ouvert. L'histoire ne doit pas se retourner.

La révolte est juste et légitime. Hier et aujourd'hui, des centaines de morts dont des enfants, sont le lot quotidien de ces attaques, pour soi-disant faire taire une organisation terroriste. Mais qui sont les résistants, plutôt que des terroristes ? Dans la nouvelle communication, la résistance d'hier et d'aujourd-

'hui est assimilée au terrorisme qui détruit pour une idéologie bien particulière. Ne confondons pas les choses pour ne pas confondre les combats. Quand l'occupant est en Palestine, il faut le combattre, quand l'occupant était en France, nous l'avons combattu.

Le gouvernement français, et non la France, s'est rallié, comme d'habitude, derrière les décisions de haine de Netanyahu et Biden. Il faudrait "une réponse modérée aux attaques". Pétain et Papon ont quasiment dit la même chose concernant les rafles des Juifs, on connaît la suite. Ce gouvernement, comme les précédents, inféodé à la doctrine et au traumatisme post deuxième guerre mondiale, ne prennent aucun recul, si ce n'est l'acceptation et l'aveuglement, si ce n'est le déni de suprématie.



Encore une fois, les mêmes sont à l'origine des causes et malheureusement des conséquences. Les mêmes attaquent et les autres soutiennent. L'impérialisme, le colonialisme, la suprématie de couleurs, de races ou de religions, provoquent des désastres depuis des centaines d'années.

Le capitalisme et ses serviteurs gouvernementaux sont les responsables d'un génocide qui ne dit pas son nom. L'acceptation des pays occidentaux, de l'Union Européenne en dit long quant à la soumission au pouvoir extrémiste quasi-totalitaire. Le satellite américain doit rester en place coûte que coûte.

Le gouvernement français actuel et les précédents ont également un intérêt politique à ce que ce conflit perdure pour décliner leur politique sécur-

taire en France, sous prétexte de terrorisme. C'est la même philosophie pour maintenir des conflits armés un peu partout sur la planète et proposer les mêmes solutions sur notre territoire.

Quand les réactionnaires, qu'ils soient au gouvernement comme Darmanin ou nommés comme Lallement, ou encore maire de la ville de Paris ou membre du Rassemblement National se félicitent de l'interdiction de la manifestation parisienne de samedi, ce n'est pas surprenant pour les uns mais inadmissible pour certains.

Comment interdire une manifestation de soutien à un peuple, pour une cause noble et juste, inséparable de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen tant mis en avant pour justifier la loi sur le séparatisme par Macron ? Comment ne pas faire le lien entre les meurtres en Palestine, le blocus des territoires occupés, l'embargo renforcé par Biden à

Cuba et les manipulations américaines et européennes contre le gouvernement Vénézuélien pour le déstabiliser ? Va-t-on encore accepter tout cela longtemps ? Pour la CGT c'est non, et nous nous associons pleinement aux déclarations de la Fédération Syndicale Mondiale, dont nous avons le statut d'observateur, seule organisation syndicale internationale qui soutient les peuples opprimés et persécutés.

Nous nous battons avec tous nos moyens, avec toutes nos forces, avec tous nos militants pour dénoncer et combattre toutes les formes de sectarisme, d'intolérance et de ségrégation.

La CGT est résolument internationaliste, antifasciste, pour la paix entre les travailleurs, contre la guerre, quelle qu'elle soit. Nous le sommes et le resterons quoi qu'il advienne. Merci.



& La maxime du mois &



**LES LOIS SONT COMME LES TOILES D'ARAIGNÉE ;
ELLES ATTRAPENT MOUCHES ET MOUSTIQUES
MAIS LAISSENT PASSER GUÊPES ET FRELONS.**

JONATHAN SWIFT



PRISE DE PAROLE le 18 Mai 2021 devant le Bureau de Poste Bourges Louis XI

La CGT et SUD ont appelé l'ensemble des postières et postiers à agir le 18 mai pour exprimer leur colère et faire entendre leurs revendications !

Notamment avec un plan de recrutement d'emplois massif en CDI, pour une augmentation de salaire immédiate, l'attribution du 13ème mois, l'arrêt des réorganisations et l'attribution pour toutes et tous de la prime Covid d'un montant de 1.000 €.

La colère s'amplifie dans l'ensemble de nos services postaux. Pas un jour ne se passe sans entendre parler de dysfonctionnement, de pressions, d'infantilisations et de répression managériale. Alors que toutes et tous font le maximum, La Poste refuse toujours de reconnaître notre travail. Les primes sont supprimées ou assujetties à des critères de présence.

Dans un contexte sanitaire anxiogène depuis maintenant plus d'un an, les agents se sentent méprisés par une direction de La Poste qui ne voit que le profit par la mise en œuvre de son plan stratégique accompagné d'un accord dit « social » et qui n'a rien de social.

La non reconnaissance du travail des postiers par la suppression de l'intéressement et le gel des salaires, la pression mise sur les congés, les réorganisations en cascades, ont nourri un fort sentiment d'injustice sociale.

La situation de l'emploi, avec un sous-effectif chronique est source de désorganisation des services et du travail. Depuis longtemps, La Poste comble en partie, le manque d'effectifs, au courrier, au colis comme au réseau, par des agents en contrat précaire.

Ces dernières années, il y a un recours massif à l'intérim pour combler les arrêts maladie mais aussi toutes les Positions de Travail vacantes comme les départs en retraite, les démissions, etc... Pour ne pas signer de véritables CDI, La Poste dépense davantage chaque jour en abusant de l'intérim. La généralisation de ce personnel précaire malléable à souhait, c'est accepter la dégradation des droits et des conditions de travail de tous les postiers.

La période voudrait que La Poste recrute massivement en CDI Poste afin d'arrêter le recours à l'emploi précaire qui devient la norme. Cette forme de recrutement est indigne ; elle maintient dans la pauvreté les agents en CDD ou intérimaires.

Il est insupportable d'entendre chaque jour qu'il y a une baisse des activités pour justifier le non-comblement des postes alors que la charge de travail par agent, augmente. Sur ce sujet, une pétition va circuler parmi vous, je vous invite à la signer !

À titre d'information, pour le refus de toute fermeture ou transformation du bureau de poste de St-Florent-sur-Cher un rassemblement aura lieu samedi 29 mai à 10 h devant le bureau de poste, à l'initiative de l'association de défense des services publics sur le bassin de vie florentais, de la coordination départementale de défense de la Poste et de la CGT.

Orlane Fréty
Secrétaire Générale du Syndicat CGT FAPT du Cher

INTERVENTION DU 10 MAI 2021 DE L'INTERSYNDICALE SOLIDAIRES - FO - CGT DES FINANCES PUBLIQUES AUPRÈS DE MADAME GOURAULT

Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales

Merci de nous recevoir lors de votre visite dans le Cher, jour où les agents des Finances Publiques sont en grève pour dénoncer la destruction de leur administration.

Vous êtes Ministre de la Cohésion des Territoires et à ce titre nous voulons évoquer avec vous l'outil mis en œuvre par le gouvernement appelé NRP (Nouveau Réseau de Proximité) qui détruit le service rendu à l'utilisateur et nos emplois.

Ce NRP a pour seul objectif de continuer à supprimer des emplois dans une administration exsangue où plus de 30.000 emplois ont disparu en 12 ans.

Les conséquences sont désastreuses tant pour les usagers que pour les personnels.

D'abord en terme d'implantations des services :

Fermures de tous les services de pleine compétence de la DGFIP d'ici à 5 ans hors Bourges. Pour l'instant, ne sont plus ouverts au public que 6 sites.

Les SIE sont fermés et centralisés à Bourges qui seul reçoit le public.

Les SIP de Sancerre St Amand et Vierzon ont une durée de vie limitée car transformés en Antenne au 1^{er} janvier 2022,

Nous connaissons la réponse de notre administration qui s'articule autour de 2 arguments : le tout internet et la création des MFS ou EFS.

Si nous ne sommes pas contre la modernisation de l'administration avec la facilité que peut offrir l'outil numérique, il n'est pas concevable qu'internet devienne le seul moyen de rentrer en contact avec l'administration. Au delà des publics en difficulté face à internet, il y a aussi le besoin de communiquer avec un agent des Finances Publiques : l'humain ne doit pas être le luxe de demain.

D'ailleurs, dans son rapport de 2019, le défenseur des droits (M TOUBON) dénonçait une fracture sociale et numérique pouvant aller jusqu'à mettre en danger la démocratie.

Ce rapport dit *"En 2019, 94% des réclamations soulevaient une difficulté dans la relation des usagers avec les services publics. L'augmentation continue des demandes adressées à l'institution dans ce domaine montre que celle-ci supplée de plus en plus à la disparition progressive de la présence humaine au sein des services publics et à la complexité croissante des démarches administratives, accentuée par leur dématérialisation"*.

On peut se demander pourquoi ce tout numérique est-il aussi problématique ?

C'est parce que son objectif premier est l'industrialisation des tâches qui visent à la suppression des emplois et exclusivement à ça. De plus le législateur qui réforme à tout va n'attend pas que les outils informatiques soient mis au

point pour mettre en œuvre les décrets d'application.

Les conséquences sont désastreuses.

Le pire exemple est celui des cartes grises mais aujourd'hui c'est la CAF qui est engluée dans la réforme des APL avec un outil qui ne suit pas. Des milliers d'allocataires sont ou privés de leurs droits ou devront reverser des indûs.

Aux Finances Publiques, la gestion du fonds de solidarité a été désastreuse. Après avoir versé sans compter y compris M LEMAIRE s'est rendu compte que l'on aurait dû contrôler avant de dépenser la manne publique. Trop tard l'argent a été distribué et maintenant il faut mobiliser beaucoup de personnels pour contrôler et il y a embouteillage pour récupérer les indûs et distribuer les aides de l'Etat.

Un autre argument développé par la DGFIP sur la désertification des services publics en milieu rural est l'implantation des MFS ou EFS.

Quel leurre ! Comment un agent territorial pourrait-il avoir les compétences des 26 administrations territoriales comme c'était le cas à Sancoins en 2019 ?

En fait ces services ne sont que des boîtes aux lettres pour mettre en relation les usagers avec les administrations compétentes. En période de déclarations des revenus, les personnels des MFS tentent désespérément de joindre les services des Impôts mais le téléphone sonne dans le vide car les Services des Impôts (SIP) sont sous-dimensionnés et faute de réponse immédiate, ils doivent faire revenir l'utilisateur quand il aura une réponse.

Dans ces EFS, pas de délais de paiement, pas d'accès aux factures des collectivités territoriales, rien n'a été prévu.

En ce qui concerne les personnels eux-mêmes des Finances Publiques, ce que nous combattons aujourd'hui est la loi de Transformation de la Fonction Publique qui prévoit la contractualisation des emplois. Les conséquences en matière de précarisation des fonctionnaires sont inadmissibles. Il y est aussi question de l'indépendance du fonctionnaire vis à vis de toutes les formes de pressions.

Nous terminons cette intervention avec l'exemple de Chateameillant qui a vu sa Trésorerie fermer au 1^{er} janvier 2021. Pourtant, en 4 semaines, au mois d'octobre 2020, les collègues avaient reçu plus de 180 personnes et répondu à plus de 190 appels téléphoniques. Alors pourquoi avoir fermé cette Trésorerie, ce qui a pour conséquence d'obliger la collègue qui doit travailler maintenant à St Amand à se lever tôt et rentrer tard pour se rendre en bus à son travail, cette collègue étant représentative des ruraux qui n'ont pas d'autres moyens de se déplacer ? C'est ça la ruralité, Madame la Ministre, des services publics de seconde zone et des agents malmenés ?

INFO PRATIQUE

Amazon et l'e-santé : Une relation sulfureuse et pleine d'arrières pensées !

Le géant de la vente en ligne Amazon fait encore parler de lui. Après ses annonces tonitruantes en faveur de l'écologie, le voilà qui se lance dans l'univers de la santé.

Dernièrement, le groupe a annoncé qu'il allait étendre à toutes les entreprises aux États-Unis son service lancé il y a 18 mois, qui propose aux salariés des visites médicales en ligne et, dans certaines villes, des visites à domicile.

Les « Patients » ont la possibilité d'effectuer une visite médicale de prévention, une consultation en urgence pour des maladies ou des blessures ou être suivis par les professionnels de santé sur le long terme.

Ce n'est pas la première incursion d'Amazon dans la santé. Depuis la fin de l'année dernière, l'entreprise propose aussi aux USA une pharmacie en ligne, permettant de commander sur internet des médicaments sur ordonnance.

Attention à ne pas voir ce modèle débarquer de manière insidieuse en France.

Alors que les grandes surfaces sont toujours en embuscade pour proposer des médicaments sur ordonnance, il pourrait ici trouver un allié de circonstance.

Quant aux visites médicales, dites de prévention, orchestrées par le géant du net, elles pourraient donner de mauvaises idées aux tenants du dogme budgétaire français et accélérer le démantèlement de certains services publics de prévention.

Rappelons que la politique de santé actuelle pour les salariés est mise à mal par les difficultés rencontrées par les AIST (Associations interprofessionnelles de Santé au Travail) dont les employeurs sont les adhérents/cotisants.

Le manque de médecins du Travail (spécialisation au-delà de leur cursus de médecine générale) et dont les salaires sont également bas, est dangereusement en hausse car il y a une moyenne de 3500 salariés /médecin.

Ils sont de plus en plus sollicités par les salariés en fragilité soit corporelle (maux physiques) ou morale (maux psychologiques) dûs aux conditions de travail en entreprise.

Il est clair que certaines données personnelles sensibles seraient très utiles entre les mains de ces multinationales...Le Président de la République n'a jamais fait mystère de son intérêt pour la financiarisation de la santé notamment par l'intermédiaire des entreprises du numérique.

Alors que nous affrontons une des pires crises sanitaires de notre époque et que la France manque cruellement de moyens pour répondre aux besoins de santé sur tout le territoire, nous devons rester très prudents sur ceux qui nous disent en permanence : "nous avons compris le message"...

Plus que jamais INDECOSA-CGT revendique le besoin d'une santé égale pour tous et de proximité déconnectée des intérêts « belliqueux » de la finance.

Militants, adhérents, ensemble soyons solidaires

Depuis plus
de 30 ans,
la Macif protège
l'activité
syndicale

partenariat@macif.fr



Essentiel pour moi

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandler 79000 Niort.